

# Moi, Didier Ratsiraka...

Tribune – Jean-Pierre Domenichini – 16/11/15

Rediffusé par Tribune le 30/03/21

Le livre de Cécile Lavrard-Meyer, intitulé « Didier Ratsiraka. Transition démocratique et pauvreté à Madagascar », Paris, Karthala, 613 p. est en librairie depuis quelques mois. C'est un gros livre de 600 pages où sont transcrits les entretiens qu'il a eus avec une universitaire qui, par des extraits d'ouvrages et articles de presse, recrée l'atmosphère d'une longue époque jusqu'à nos jours. Devant les rumeurs et les opinions, Didier Ratsiraka prétend rétablir la "vérité historique". Jean-Pierre Domenichini, historien et anthropologue nous livre son point de vue.

---

## Moi, Didier Ratsiraka...

Sans doute y en a-t-il beaucoup qui, à Madagascar, suivent l'information sur les chaînes françaises de télévision et sans doute aussi ont-ils retenu que d'excellents et excellentes journalistes, après de véritables investigations, ont consacré des livres à des hommes politiques français comme Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande. Et peut-être même en ont-ils lus.

A Madagascar – cause du sous-développement ? –, il n'en est pas de même. Un livre essaie d'une certaine façon – mais d'une certaine façon seulement – de combler cette regrettable lacune par la longue transcription, en quelques 600 pages, d'entretiens avec un homme politique malgache que tout le monde connaît : c'est l'ancien « éminent », peut-être devenu de son propre aveu le « vieux schnock qui vaticine », qu'est Didier Ratsiraka. L'auteure de ce travail n'est ni journaliste ni malgache. Cécile Lavrard-Meyer [1] est une universitaire avec un très beau CV et qui a bien préparé sans complaisance les questions qu'elle lui a posées, amenant souvent son interlocuteur à éluder la réponse, à affirmer qu'il s'agit là de fatras et de mensonges, voire à lui reprocher de vouloir l'agresser : « *Continuez à m'agresser comme ça, ça ne fait rien, cela me donne l'occasion de rétablir la vérité historique* » ! (p. 233).

Lire cet ouvrage pour trouver la vérité historique définitive, c'est admettre de réentendre ce que tout le monde a lu et entendu circonsciemment dans les médias depuis 1972. Ce sera pour certains s'appliquer une lourde peine de travaux forcés. Je l'ai donc lu. Que puis-je en dire rapidement ?

Si je me place du point de vue de l'historien et du professeur, je dirai que, s'il ne nous donne pas une biographie critique et définitive de l'homme, c'est un excellent ouvrage qui nous resitue dans les différents contextes et sur les analyses et opinions qui ont jalonné cette longue vie du politicien. A l'intérieur de la transcription de l'entretien en effet, l'auteure a inséré, en plus d'un grand nombre de notes infrapaginales (1054 sans compter les renvois internes), 73 « encadrés » qui fournissent au lecteur des analyses ou des témoignages parfois assez longs de sociologues, historiens, hommes d'Eglise et acteurs de la politique comme Jacques Foccart. Voire même des archives du *Department of State*. Il est vrai que certains extraits ne sont parfois que ceux de scientifiques militants et doivent être reconsidérés. Jean Fremigacci est abondamment cité. Comme analyste et comme acteur, votre serviteur n'est pas oublié.

Ratsiraka nous parle de son enfance et de ses origines familiales. Il me fait alors penser à cet universitaire français socialiste qui arguait auprès de ses amis malgaches de ses origines paysannes, négligeant de parler de plusieurs générations qui, avant lui, avaient donné des hauts-fonctionnaires (ambassadeurs et inspecteurs généraux...) résidant dans le fastueux 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Comme le donne à penser Ratsiraka, ses ancêtres auraient-ils été d'un milieu plutôt modeste ? On peut en douter. Après bien d'autres, son oncle d'abord puis son cousin avaient été ou étaient les *tangalamena* de leur village. Le *tangalamena* n'était pas « le sage du village », comme une note veut nous l'apprendre ; c'était le chef de toute une grande famille – le *fehitra* en pays betsimisaraka – et traditionnellement le responsable politique, rituel et religieux de celle-ci, soit l'homme le plus influent de sa communauté.

## Des origines familiales et du tribalisme

Il ne nous apprend pas non plus que, du temps du Royaume de Madagascar, l'un de ses ancêtres avait été merina et adjoint (*Jefitra*) du gouverneur de Mahanoro, ce dernier étant un ancêtre de Jocelyne Razanamasy (Témoignage de Guy et Jocelyne Razanamasy, des amis de Ratsiraka). Et il est possible que, selon ce que fut pendant un premier temps le choix des hommes, l'adjoint au gouverneur andriana ait été un grand Mainty enin-dreny d'Imerina.

Il s'affirme toutefois bien betsimisaraka avec un nom bien betsimisaraka. En fait, que signifie ce nom ? En dialecte betsimisaraka, on a bien hantsiraka qui désigne une sorte de civette, mais le nom aurait plutôt pu être Rahantsiraka. Quant à tsiraka, c'est un mot polysémique. Il peut désigner les filaments ou les nervures d'une feuille ; le plus souvent il désigne le sel, le sable des rives marines ou le cap qui marque la côte. Mais il peut aussi désigner des outils : le bâton à fouir avec lequel, après un tavy et sans avoir eu à labourer la terre, on y creuse des petits trous dans lesquels on

place quelques graines de paddy ; ou encore la barre de fer à la pointe aiguisée que l'on utilise pour cambrioler une maison. S'il en avait été ainsi, c'aurait été le *fatum*, comme pourrait le dire Ratsiraka, qui aurait décidé de son avenir.

De ses multiples ancêtres, antesaka, sakalava et merina, Ratsiraka en tire une conclusion : « *C'est pour cela, dit-il, que je n'ai pas de problème avec cette question des Merina et des côtiers* » (p. 10). L'on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'un discours officiel et aujourd'hui politiquement correct. En effet, quand il fut élu à la tête du Directoire, un de ses amis merina qui avait été son directeur des relations bilatérales au ministère des affaires étrangères, Claude Ratsimandresy sorti de Maisons-Alfort, vint le féliciter en fin de matinée dans sa villa d'Ankadivato. Ils parlèrent donc des problèmes du pays. Claude, qui voyait sortir la masse des jeunes élèves du Petit Julf – le petit lycée Jules Ferry –, lui dit : « *Le problème de ce pays, le voilà* ». Ratsiraka lui répondit : « *Tu n'y es pas. Le problème de ce pays, c'est le problème merina* ». C'est une des questions que devront étudier les historiens pour savoir en fonction de quel problème Ratsiraka a agité la politique de la Deuxième République.

### **De ses connaissances en histoire**

Les leçons d'histoire qu'il dut suivre lorsqu'il préparait Navale, ne lui ont pas appris le sens des événements et de la chronologie. C'est ainsi qu'il regrette que son père n'ait eu que la « *nationalité malgache* » (p. 14), alors que, dans les années 40, la « *nationalité malgache* » n'existait pas.

En 1942, « *les Anglais, dit-il, ont débarqué à Madagascar pour que Madagascar ne tombe pas sous la férule de Vichy* » (p. 10), alors que Madagascar était déjà dans la mouvance de Vichy depuis 1940.

On croit rêver quand il affirme : « *On affuble seulement du nom de dictateur les gens du tiers-monde et des pays de l'Est, mais les rois étaient des dictateurs. Avant la révolution de 1789, c'était la dictature. Le Tiers-État — la plèbe —, la noblesse de robe, la noblesse de cour, et la noblesse d'épée. Ils étaient tous des dictateurs* » (p. 215) ! Manifestement, il n'a pas compris que tout dictateur est un individu et non un groupe social – sans doute n'a-t-il pas lu Le Prince de Machiavel et, s'il l'a lu, ne l'a pas compris –, ni rien compris à l'histoire qu'on lui a enseignée, ni aussi vraisemblablement à l'histoire de Madagascar qu'il doit ignorer. Un chef d'État sans culture – en littérature, il ne connaît ni Ionesco ni Samuel Beckett que l'on jouait au Quartier Latin, sa seule référence littéraire est celle de San Antonio – et notamment sans culture historique ne peut mener son pays qu'à la catastrophe. Ce qui est bien vérifié aujourd'hui pour le pays qu'il a gouverné, qu'il a brillamment réussi à appauvrir et dont nous percevons encore jusqu'à ce jour les effets néfastes et destructeurs.

### **Des engagements politiques familiaux**

D'Albert Ratsiraka, son fils affirme qu'il « *n'était pas PADESM. Il n'était pas non plus MDRM. Il ne voulait pas faire de politique, mais en tant que malgache, il aidait les combattants de la révolution. Il cotisait pour armer ceux qui voulaient l'indépendance, les révolutionnaires* » (p. 12). Il se serait même senti obligé de « *cotiser au MDRM* » et aurait aussi aidé Razafindrabe Victorien, un des chefs de l'insurrection (p. 18). Didier Ratsiraka reproche aux Français de faire accroire qu'il était PADESM (p. 12).

Qu'en était-il des Malgaches de 1947 ? La société secrète PANAMA en était tellement persuadée qu'à Antananarivo, elle avait décidé d'envoyer le jeune Razafindralambo pour l'exécuter. Parti pour Moramanga en vélo avec un pistolet, le jeune homme y renonça à cause des barrages de militaires. Mais Didier Ratsiraka l'ayant appris plus tard, il s'en souvint et le fit arrêter avec les universitaires en 1981. C'est alors que cet ingénieur de la soie mariée à une Italienne fit en prison connaissance de ses co-inculpés.

Il est un autre fait qui est intéressant. En 1951, François Mitterrand alors ministre de la France d'Outre-Mer eut à Ambohitsorohitra une séance de travail avec Bargues, Haut-Commissaire de la République – c'est-à-dire le Gouverneur Général de Madagascar. « *Nous avons gagné, dit-il [il s'agissait de 1947], il nous faut récompenser nos fidèles* ». La liste fut assez longue. Dans celle-ci, se trouvaient Albert Ratsiraka, Pascal Velonjara, Raveloson- Mahasampo, Laingo Ralijaona. Mitterrand décida d'allouer, d'une part, 2.500.000 Francs CFA aux fonctionnaires (ce qui permettait de construire cinq grandes villas de standing européen dans un quartier résidentiel) et des promotions dans la fonction publique, et, d'autre part, 3.000.000 de Francs CFA aux non-fonctionnaires et des charges électives de députés, de sénateurs et de conseillers de toutes sortes... Pour tous, il fut prévu des bourses pour les études des enfants. Gilles Andriamahazo, officier d'ordonnance de Bargues, assista à la séance de travail et fit ensuite le billettage. Ancien chef d'État, le général Gilles Andriamahazo me l'a raconté une fois à Mandrosoa et une autre fois – j'étais avec Bakoly Ramiamanana – un 14 Juillet à l'ambassade de France. Derrière Gilles Andriamahazo, un groupe de ministres de Ratsiraka avec l'Ambassadeur de France fit silence et écouta le récit qui nous était fait.

On peut alors se demander ce qu'il en fut réellement de cet emprunt de « *75 000 francs CFA de l'époque, à un boucher merina des hauts-plateaux* » (p. 28). Se demander aussi pourquoi avoir quitté le Collège Saint-Michel en cours d'année scolaire, quitté une classe qui conduisait à l'examen de la première partie du baccalauréat. J'ai entendu, dans une

grande famille de la haute aristocratie merina qui le recevait à Antananarivo, une autre explication que celle qui parlait d'un désir personnel et de la réussite de la télépathie avec son père (p. 28).

### **De la vie d'étudiant au Lycée Henri IV**

Pour un lycéen en classe prépa qui, dit-il, n'aurait pas encore été boursier, il semble bien que la vie ait été facile – celle d'un étudiant qui n'a aucun problème d'argent, alors que la bourse entière de 25.000 francs français que l'OCAU (Office de Coopération et d'Accueil Universitaire, 69 quai d'Orsay) accordait ne permettait pas des dépenses inutiles, même si elle était de loin supérieure à la bourse française pour le pupille de la nation que j'étais.

Donc « ... on dansait le bebop le jeudi ou le samedi [...] à la Huchette, rue du Chat qui pêche dans le 5e, avec Maxime Saury et Sidney Bechet (p. 29). Ou encore : « Pendant les vacances, avec l'un de mes amis qui était en classe avec moi à Saint-Michel, nous avons voyagé en autostop, depuis Paris, au Luxembourg, en Belgique, en Allemagne, au Danemark, en Norvège, en Suède. [...] Il fallait se débrouiller (pp. 29-30) ». Mais aussi des week-ends dans « ... une famille d'ouvriers communistes et une famille du 16e, 9 rue Adolphe Yvon, chez M. et Mme Darde, fabricants de biscuits (p. 30) ».

Rien de surprenant dans ces activités. Son ami Jean-Marc de Comarmond (cité plus tard p. 297), s'il confirmait bien le voyage en Scandinavie, ne se souvenait pas d'avoir eu à « se débrouiller » : ils auraient alors couru la blonde scandinave aux yeux bleus. Quant aux Darde, ils recevaient tous les protégés catholiques du père de Torquat ; peut-être même aurait-il pu aller en week-end dans leur propriété familiale sur la côte normande.

Mais il ne nous dit rien de ses visites place du Panthéon, près du lycée Henri IV, dans un immeuble où résidaient les Casanova – Laurent Casanova était l'éditorialiste de *L'Humanité* dont Jean-Marc de Comarmond épousa une fille Isaline –, les Juppé et les Mitterrand, avant que Tonton n'achète un hôtel particulier rue de Bièvre. Rien non plus de ses séjours en Corse et sur le voilier de son protecteur métropolitain.

### **L'engagement politique ?**

Mme Lavrard-Meyer voudrait comprendre ce que fut sa formation politique et le conduire à en faire le récit. Dès Henri IV, il aurait été sensibilisé au socialisme par des professeurs socialistes et communistes. « *Moi, j'étais pour la Révolution nationale Démocratique* » (p. 30). Ainsi que le montrent les changements idéologiques chez Pierre Boiteau, cela signifierait-il qu'il était déjà entré dans la mouvance moscovite ? Au lendemain de la Libération, Boiteau, représentant de la CGT à Madagascar et deuxième personnage de la colonie après le gouverneur général SFIO à l'époque du gouvernement tripartite, avait organisé un Groupe d'études communiste où étaient entrés notamment Philibert Tsiranana et Charles Ravoajanahary, lequel faisait la censure du courrier à la Poste d'Antananarivo. En fondant le PADESM, Boiteau dont l'analyse de la société malgache était plus que superficielle, voulait créer un parti organisant le prolétariat de Madagascar. Plus tard, lorsqu'il écrivit Madagascar. Contribution à l'histoire de la nation malgache, Boiteau condamna le PADESM comme une créature de l'administration. C'est qu'entre temps, le PCF, suivant Moscou, avait décidé de soutenir la bourgeoisie nationaliste et prônait la Révolution Nationale Démocratique.

Pratiquement, que faisait alors le jeune Ratsiraka ? « *J'étais donc membre de l'UNEF, de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, de l'Association des Étudiants d'origine malgache en France et de l'Amicale des étudiants malgaches côtiers* (p. 32) ». Membre de l'UNEF ? L'UNEF, à mon souvenir, n'avait pas beaucoup d'influence dans les classes prépa. Membre de la FEANF ? A mon souvenir toujours, il n'y avait pas de Malgaches qui en étaient membres. La FEANF ne recevait pas d'adhésions individuelles, mais fédérait des associations nationales d'Afrique. Pour les Africains, les Malgaches n'étaient pas des « frères » mais des « cousins ». Et, Bakoly Ramiaramanana étant alors vice-présidente culturelle de l'AEOM (1961-1962) puis présidente nationale (1962-1964), notre ami Henri Lopes disait de moi que j'étais un « beau-cousin ». Membre de l'AEOM ? Ayant participé à toutes les réunions de la section de Paris de l'AEOM, je ne me souviens pas d'y avoir vu un élève de Navale. Membre de l'AEMC ? L'interlocuteur de notre auteure semble avoir une mauvaise mémoire. L'Association que Tsiranana avait créée en 1949 avait disparu. A l'époque existait l'UEC (Union des Étudiants Côtiers) avec qui Bakoly avait d'excellentes relations et n'hésitait pas à se concerter. La mémoire de Ratsiraka ne reconstruit-elle pas après coup d'avoir été et fait ce qu'il aurait dû être et aurait dû faire ?

### **L'entrée en politique**

La sortie de la zone franc ? La mission de la délégation malgache avait été définie par le général Gabriel Ramanantsoa. Albert-Marie Ramaroson n'est plus là pour nous en refaire le conte. Au retour mission accomplie, c'est lui qui devait faire à Antananarivo une grande conférence. Ratsiraka lui coupa l'herbe sous le pied en en faisant l'annonce à Ivato à leur arrivée.

Les relations entre Ratsiraka et Ratsimandrava ? Elles auraient été normales. « *Je n'avais aucune animosité envers Ratsimandrava* (p. 98) ». Ou encore : « *avec Ratsimandrava [...] je n'avais aucun contentieux avec lui* (p. 144) ». Par contre, elles n'auraient pas été bonnes entre Rabetafika et Ratsimandrava : « *Rabetafika et Ratsimandrava ne*

*s'entendaient pas très bien mais ne me le montraient pas à moi. Moi je m'entendais avec les deux* (p. 100) ». D'ailleurs, il dit encore : « *Mme Ratsimandrava était mon amie* (p. 235) ». Elle n'est plus là pour le contester.

A ce qu'en disait Thérèse Ratsimandrava en 1975, il ne le semble pas. A la mort de son mari, Bakoly et moi, n'ayant pas de relations politiques avec lui, n'avions pas voulu assister à la veillée mortuaire à Mahamasina ni à la cérémonie religieuse. Le jour de l'enterrement, nous attendions avec beaucoup d'autres l'arrivée du corps près de leur tombeau familial à Ambohimalaza. La radio nous apprit qu'il était enterré à Anjanahary, le fasam-bazaha d'Antananarivo. Nous décidâmes donc d'aller le lendemain faire la visite de condoléances à la Catalane, la caserne de la gendarmerie. Supposant qu'il y aurait beaucoup de visiteurs, nous y arrivâmes de bonne heure l'après-midi. Nous étions les premiers et restèrent avec Thérèse toute l'après-midi, car nous fûmes les seuls. Thérèse a beaucoup parlé. J'en retiens que Richard était un soir fin décembre 1974 rentré avec un lit de camp de l'armée et avait décidé de l'installer dans son bureau au rez-de-chaussée de la maison d'Anjohy qu'ils habitaient. « Si jamais, avait-il dit, il m'arrivait malheur, il faut que tu restes pour t'occuper des enfants ». C'est dire qu'il pensait même pouvoir être attaqué dans sa propre maison. Thérèse racontait aussi la cérémonie des vœux au général Ramanantsoa à Andafiavaratra début janvier 2015. Ratsimandrava était dans un coin de la salle avec des collègues. Ratsiraka arriva et se mit dans un coin opposé. Ils ne se sont pas serré la main. Signe sans doute que leurs relations n'étaient pas disons normales. Qui a assassiné Ratsimandrava ou organisé son assassinat ? « Je n'en sais rien, dit Ratsiraka, et personne n'en saura jamais rien (p. 151). Et un peu après : « *L'histoire n'en saura jamais rien* (p. 153). Pourquoi un homme, et de surcroît chef d'Etat, voudrait-il ou souhaiterait-il qu'aucune vérité n'apparaisse pour l'assassinat de son prédécesseur ? Mystère. C'est vrai qu'il voudrait que l'on admette son « ipséité » – celle-ci étant, si le sens qu'il donne au mot est celui que l'on trouve dans les dictionnaires, le caractère de l'être conscient qui est lui-même non réductible à un autre. Toujours est-il que l'éventualité de son assassinat l'amenait, quand il résida à Ambohitsorohitra, à même avoir un garde dans le couloir de sa chambre et parfois à changer de chambre au cours d'une même nuit, comme le racontaient alors les membres de la garde présidentielle.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les événements qui ont marqué la présidence de Didier Ratsiraka avec une grande autosatisfaction, beaucoup d'erreurs et d'incohérences. Je laisse toutes les personnes qui ont vécu la IIe République et la suite de poursuivre leur lecture. Je n'ai plus le courage d'en écrire. J'ajouterai toutefois, pour terminer, que dans l'implicite du discours de l'ancien chef d'Etat, le chercheur pourra arriver à mieux comprendre tout ce qui l'a relié à François Mitterrand et en quoi, comme son père et ses alliés par les mariages, il fut lui aussi l'un de « nos fidèles », un ami de la France de gauche, tout comme ses amis, autres « nos fidèles », qui gouvernèrent la IIe République. Il faut toutefois que, pour arriver à comprendre l'implicite dans le discours qui nous est tenu, le chercheur doive se souvenir qu'il gardait bonne mémoire de ce qu'il avait lu pour en tirer ce qui lui apparaissait comme la substantifique moelle. Je dis cela pour l'avoir vécu. A Henri Raharijaona, qui était notre grand-frère depuis 1959 où il nous avait demandé une petite histoire de Madagascar pour le Congrès de Strasbourg de l'AEOM, nous donnions tous nos textes pour avoir son avis. À partir du jour où nous avons compris qu'il en faisait une photocopie pour la donner au président de la République, nous lui avons alors donné nos textes en deux exemplaires. Henri Raharijaona, grand commis de l'Etat s'il en était, n'était pas le seul à faire circuler l'information. Quand, ayant assisté à la conférence que je fis sur l'andrianité – le mot avait déjà été inventé par Bakoly dans sa thèse –, Olivier Raparson en reçut les sept exemplaires du texte ronéoté réalisé pour tous ceux qui avaient été présents, il en porta un exemplaire à Ratsiraka qui lui montra un autre exemplaire qu'il avait déjà reçu.

Du travail d'historien de l'auteure de l'ouvrage, il faudra que les utilisateurs n'omettent pas de corriger ses erreurs de documentation. Comme le dirait Ratsiraka, It is obvious. Mais tel qu'il est, cet ouvrage sera indispensable à tous ceux de nos étudiants qui voudraient travailler sur cette période, même si Madame Lavrard-Meyer ne me semble pas assez immunisée aux questions du tribalisme en dehors du monde des politiciens. Ils y trouveront, en dehors des propos de Ratsiraka, des notices sur des hommes et des institutions dont ils n'auraient jamais entendu parler et, de la bouche de Ratsiraka, tout un dossier racontant une vie reconstruite après coup avec ses dérives discursives. Il faut donc le lire avec beaucoup de recul pour, malgré lui, rétablir la « *vérité historique* »... Remercions-en et l'auteure et son éditeur.

**Jean-Pierre Domenichini**

## Notes

[1] C. LAVRARD-MEYER, Didier Ratsiraka. Transition démocratique et pauvreté à Madagascar, Paris, Karthala, 613 p.

<https://www.madagascar-tribune.com/Moi-Didier-Ratsiraka,21633.html>